



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

chargés d'enseignement

Question écrite n° 38490

Texte de la question

M. Bruno Bourg-Broc attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie sur les chargés d'enseignement d'EPS. Actuellement, 106 chargés d'enseignement d'EPS (CE) exercent leur métier dans l'académie de Reims. Bien que ce corps soit en voie d'extinction (arrêt du recrutement en 1983 et dernier concours en 1985), ni la mise en place des différents concours internes, ni celles de la hors-classe et de la classe exceptionnelle n'ont permis une réelle revalorisation des CE d'EPS. De plus, l'année 1999 montre une véritable dégradation du volume des voies promotionnelles déjà largement insuffisantes : le concours spécifique du CAPEPS n'a pas été prorogé ; réduction du nombre de promotions par liste d'aptitude (décret 80) due à la baisse du nombre de postes et de candidats admis aux concours interne et externe du CAPEPS. Les voies promotionnelles font qu'aujourd'hui tous les CE ne sont pas dans la même position, c'est pourquoi il lui demande ce qu'il entend faire pour : régler la situation des plus jeunes par la mise en place d'un plan intégration dans le corps des professeurs d'EPS ; réformer et élargir la liste d'aptitude au titre du décret 80 ; réformer des concours internes et abaisser le barrage statutaire pour l'accès à la hors-classe des professeurs d'EPS ; améliorer la fin de carrière des plus anciens par une augmentation des possibilités à la hors-classe et la classe exceptionnelle du corps des CE.

Texte de la réponse

Un dispositif de revalorisation de la carrière des CE d'EPS a été mis en place par application du relevé de conclusions du 8 février 1993. L'objectif retenu était d'offrir aux CE d'EPS les mêmes perspectives de carrière qu'aux professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS). Il a ainsi été créé au sein de ce corps une classe exceptionnelle qui prolonge la hors-classe existante et culmine à l'indice brut 966, qui est également l'indice de rémunération correspondant au dernier échelon de la hors-classe des PEPS. Cent dix-sept promotions à la classe exceptionnelle des CE d'EPS ont été prononcées au titre de l'année 1999. Il est également possible pour ces personnels d'accéder par liste d'aptitude exceptionnelle au corps des professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS). Le décret n° 89-729 du 11 octobre 1989 relatif notamment à l'intégration des CE d'EPS dans les corps de PEPS dispose que seuls les CE d'EPS justifiant, au 1er octobre de l'année scolaire au titre de laquelle sont établies les listes d'aptitude, de cinq années de service public, peuvent demander leur intégration. Ils doivent cependant être titulaires de la licence STAPS ou de la deuxième partie de l'examen probatoire du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (CAPEPS). Au 1er septembre 1999, quatre CE d'EPS ont été nommés PEPS stagiaires. Par ailleurs, les CE d'EPS peuvent choisir d'intégrer le corps des PEPS en obtenant leur inscription sur la liste d'aptitude statutaire instituée par le décret n° 80-627 du 4 août 1980 modifié portant statut particulier des PEPS. Pour augmenter les possibilités d'inscription sur cette liste, aucune condition de diplôme n'est exigée pour ceux d'entre eux qui justifient de quinze années de services effectifs d'enseignement dont dix en qualité de titulaire. Au 1er septembre 1999, cent trente-quatre CE d'EPS ont bénéficié de cette liste d'aptitude. Bien entendu, les CE d'EPS peuvent, s'ils remplissent les conditions requises, se présenter au concours interne du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (CAPEPS). Pour la session 1999, quarante-six lauréats ont été admis au concours interne. Si aucune

modification n'est envisagée dans l'immédiat tendant à modifier les contingents aujourd'hui arrêtés pour l'accès à la hors-classe ou pour l'accès à la classe exceptionnelle des corps de CE d'EPS, une réflexion plus globale sur le devenir du corps est actuellement engagée.

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bourg-Broc](#)

Circonscription : Marne (4^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 38490

Rubrique : Éducation physique et sportive

Ministère interrogé : éducation nationale, recherche et technologie

Ministère attributaire : éducation nationale, recherche et technologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 décembre 1999, page 6923

Réponse publiée le : 10 janvier 2000, page 201